

# AMNESTY INTERNATIONAL

## DÉCLARATION PUBLIQUE

AILRC-FR

Index AI : AFR 37/005/2013

6 juin 2013

### **Amnesty International se félicite des enquêtes ouvertes sur les violations des droits humains commises par des soldats maliens**

#### ***Le Conseil des droits de l'homme adopte les conclusions de l'Examen périodique universel sur le Mali***

Amnesty International a recueilli des informations sur les exécutions extrajudiciaires et les disparitions forcées dont s'est rendue coupable l'armée malienne depuis le début de l'intervention militaire franco-malienne dans le nord du pays, en janvier 2013.

Les autorités ont ouvert des enquêtes sur certaines de ces violations, reconnaissant ainsi que des militaires maliens ont peut-être commis des atteintes aux droits fondamentaux. Lors de l'Examen périodique universel, plusieurs États ont recommandé au Mali de poursuivre en justice les auteurs de ces violations<sup>1</sup>, et il est crucial que le pays prenne toutes les mesures qui s'imposent pour amener les responsables d'atteintes aux droits fondamentaux à rendre des comptes, qu'il s'agisse de membres de l'armée malienne ou de groupes armés, afin de mettre fin à l'impunité et de dissuader ceux qui souhaiteraient commettre d'autres violations.

En mai, Amnesty International s'est entretenue avec un grand nombre de personnes détenues à Bamako, qui avaient été arrêtées dans le nord du pays en raison de leurs liens présumés avec des groupes armés. Elles ont été nombreuses à indiquer qu'elles avaient été torturées ou soumises à d'autres mauvais traitements par les forces de sécurité maliennes. En outre, selon les informations dont dispose l'organisation, les conditions de détention sont déplorables : les détenus sont entassés les uns sur les autres, ils ne bénéficient pas de soins médicaux suffisants ni d'eau potable. À la connaissance d'Amnesty International, au moins cinq personnes sont mortes en détention. De nombreux États se sont dits préoccupés par le recours à la torture et à d'autres mauvais traitements par les forces de sécurité, et le gouvernement malien doit agir sans délai pour mettre en œuvre ces recommandations<sup>2</sup>.

On reste sans nouvelles d'enfants soldats recrutés par les groupes armés depuis que ces groupes ont quitté les principales villes du nord du pays. Amnesty International engage le gouvernement à appliquer de toute urgence les recommandations formulées durant l'Examen périodique universel pour veiller à une réinsertion entière des mineurs démobilisés<sup>3</sup>.

---

<sup>1</sup> A/HRC/23/6, recommandations 111.46 (Italie), 111.55 (Espagne), 112.13 (Allemagne).

<sup>2</sup> A/HRC/23/6, recommandations 111.21 (Tunisie), 111.23 (Irlande), 111.24 (France), 111.48 (Lituanie), 111.52 (Espagne), 111.62 (Autriche).

<sup>3</sup> A/HRC/23/6, recommandations 111.39 (France), 111.40 (Italie), 111.41 (Belgique), 111.42 (Belgique), 112.21 (Irlande), 112.22 (Slovaquie).

### **Complément d'information**

Le Conseil des droits de l'homme des Nations unies a adopté les conclusions de l'Examen périodique universel sur le Mali le 6 juin 2013, lors de sa 23e session. Avant cela, Amnesty International avait émis la déclaration orale ci-dessus.

L'organisation avait également remis, dans le cadre de l'Examen périodique universel, des informations sur la situation des droits humains au Mali :

<http://www.amnesty.org/en/library/asset/AFR37/008/2012/en/d1dd82af-29c9-45c0-8197-6737328f326d/afr370082012en.pdf>

### **Document public**

\*\*\*\*\*

Pour plus d'informations, veuillez prendre contact avec le Service de presse d'Amnesty International, à Londres, au Royaume-Uni ; tél. : +44 20 7413 5566 ; courriel : [press@amnesty.org](mailto:press@amnesty.org) ; Twitter : @amnestypress.

Secrétariat international, Amnesty International, 1 Easton St., Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.